



Arrêté n°2024-DCPATE/608

**portant mise en demeure à l'encontre de la société LES ÉMAUX DE L'ATLANTIQUE
pour ses activités qu'elle exploite à Montaigu-Vendée
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté du 1^{er} juin 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (NOR : DEVP1501359) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01/DRCLE/1-69 du 12 février 2001 modifié autorisant la SARL LES ÉMAUX DE L'ATLANTIQUE à étendre l'exploitation de son unité de fabrication de peinture sur le territoire de la commune de LA GUYONNIERE ;

VU la lettre du préfet de la Vendée du 29 septembre 2017, référencée AL n° 2016/0747, actualisant le classement administratif des installations autorisées par l'arrêté du 12 février 2001 modifié ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 septembre 2024 conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriers en date du 11 et du 15 octobre 2024 ;

Considérant que la société LES ÉMAUX DE L'ATLANTIQUE exploite dans la zone d'activités de la Croix Boiziau, rue de l'industrie, sur le territoire de la commune de Montaigu-Vendée, une installation de liquides inflammables relevant de la rubrique n° 4331-2 de la nomenclature des installations classées soumise aux dispositions de l'arrêté du 1^{er} juin 2015 modifié susvisé ;

Considérant que le II de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 modifié susvisé, rendu applicable aux installations relevant de la rubrique n° 4331-2 de la nomenclature des installations classées en application de son annexe X, dispose : « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent point II sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2023.» ;

Considérant que le I de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 modifié susvisé, rendu applicable aux installations existantes relevant de la rubrique n° 4331-2 de la nomenclature des installations classées en application de son annexe X, dispose : « I. - Plan de défense incendie :

L'exploitant établit un plan de défense incendie décrivant l'organisation du site en cas de sinistre, notamment :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;*
- l'organisation de la première intervention face à un épandage ou un incendie ;*
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ou non ouvrées ;*
- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte notamment en matière de formations, de qualifications et d'entraînements ;*
- la chronologie et la durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;*
- la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent comprendre des opérations d'extinction (définies à l'article 2), des opérations permettant d'éviter la propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc. ;*
- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;*
- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et du délai de mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux opérations qu'il met en œuvre. L'exploitant évalue également l'écart entre les*

moyens humains et matériels dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) et les moyens complémentaires nécessaires aux opérations d'extinction ;

- l'attestation de conformité du système d'extinction automatique accompagnée des éléments prévus au point II. B de l'article 14.

Les protocoles d'aide mutuelle ou conventions précisent les moyens ainsi que les délais auxquels s'engagent les parties impliquées, notamment : nature et quantité des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition, délais et conditions dans lesquels les dits moyens sont mis à disposition, période de disponibilité (permanente, heures ouvrées, jours ouvrables etc.). Ces documents sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour. Les protocoles existants sont mis à jour au plus tard le 1er janvier 2023.

En cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supports), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes après détection de l'incendie.

L'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios de référence suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre conformément aux dispositions du III de l'article 14 :

1. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'extérieur d'un bâtiment ;
2. feu dans une rétention, surface déduite des réservoirs aériens, implantée à l'extérieur d'un bâtiment ;
3. feu de récipients mobiles ou d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté, implantés à l'extérieur d'un bâtiment ;
4. feu d'engin de transport de récipients mobiles (principalement les camions et chariots élévateurs) ;
5. feu de récipients mobiles, stockés dans un bâtiment ;
6. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'intérieur d'un bâtiment ;

Chacun de ces scénarios est supposé nécessitant les moyens les plus importants que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :

- la nature et la quantité de liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ;
- la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ;
- la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation ;

Le dimensionnement correspond à l'extinction d'un incendie :

- dans un délai maximal de trois heures après le début de l'incendie, pour les scénarios de référence 1, 2 et 3 ;
- dans un délai maximal de deux heures après le début de l'incendie, pour le scénario de référence 4 ;
- dans un délai maximal après le début de l'incendie équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les scénarios de référence 5 et 6. »

Considérant que lors de la visite de l'installation effectuée le 25 avril 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté ce qui suit :

- l'exploitant dispose d'un état des stocks. Toutefois, cet état des stocks ne mentionne ni les matières combustibles non dangereuses, ni les déchets possédant des mentions de dangers lorsque ces dernières peuvent conduire à un classement au titre d'une rubrique 4XXX de la nomenclature des installations classées. En outre, aucune répartition de ces matières par zone géographique n'est réalisée. Enfin, cet

état des stocks ne permet pas de répondre aux besoins d'information de la population tel que le prévoit le point 2 du II de l'article 9 de l'arrêté du 1^{er} juin 2015 modifié ;

– l'exploitant n'a pas établi de plan de défense incendie ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions du II de l'article 9 et du I de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 modifié susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LES ÉMAUX DE L'ATLANTIQUE de respecter les prescriptions précitées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'un délai de trois mois est suffisant pour se remettre en conformité ;

Considérant que dans ses réponses au projet d'arrêté de mise en demeure datées du 11 et du 15 octobre 2024 :

- l'exploitant confirme l'absence d'établissement de plan de défense incendie,
- l'état des stocks ne répond pas complètement aux exigences réglementaires. D'une part, il peut induire en erreur. En effet, sur la deuxième page de l'état des stocks du 7 octobre 2014 et du 10 octobre, la quantité totale de liquides inflammables dotés des mentions de danger H225 et H226 dans la colonne « Stock » dépasse très fortement celle apparaissant en bas de cette même page : 292 t contre 232 t. Il n'est donc pas possible de savoir quelle valeur doit être prise en compte. Ensuite, concernant les matières autres que dangereuses mais pouvant présenter des risques en cas d'incendie, il est constaté la mention d'un volume supérieur à 40 000 m³ de polymères relevant de la rubrique 2662 de la nomenclature des ICPE sous le régime de l'autorisation. Cette quantité n'apparaît nulle part dans les actes administratifs de l'établissement : elle est, là également, de nature à induire en erreur les pouvoirs publics et les services d'incendie et de secours en cas d'événement accidentel ;

Considérant par suite que les éléments transmis par l'exploitant ne remettent pas en cause les constats de l'inspection des installations classées ;

ARRÊTE

Article 1. Mise en demeure

La société LES ÉMAUX DE L'ATLANTIQUE est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite zone d'activités de la Croix Boiziau, rue de l'Industrie, à MONTAIGU-VENDÉE, de respecter les dispositions du II de l'article 9 et du I de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 modifié susvisé.

Pour cela, la société LES ÉMAUX DE L'ATLANTIQUE établit un état des stocks et un plan de défense incendie comprenant les éléments mentionnés, respectivement, au II de l'article 9 et au I de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015.

Article 2. Délais d'application

Le délai pour respecter les dispositions mentionnées à l'article 1 est de trois mois à compter de la notification de l'arrêté à l'exploitant.

Article 3. Respect de la mise en demeure

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées dans un délai de quatre mois les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1. Ce délai s'entend à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4. Dispositions pénales

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à l'article 2, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5. Dispositions administratives

Article 5.1. Délais et voies de recours

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5.2. Publicité de l'arrêté

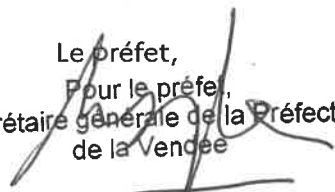
La publication du présent acte sera effectuée sur le site internet des services de l'État de Vendée, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Montaigu-Vendée et pourra y être consultée.

Article 5.3. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société LES ÉMAUX DE L'ATLANTIQUE, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 27 novembre 2024

Le préfet,
Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Nadia SEGHIER

